

Portrait

## **Souhayr Belhassen, une tunisienne gardienne des libertés**

mardi 15 mai 2007, par [BEAUGE Florence](#) (Date de rédaction antérieure : 14 mai 2007).

**Elle est forte et tenace. Courageuse aussi. Avec ses fous rires, ses dents du bonheur et son sens de l'humour, Souhayr Belhassen réussirait pourtant à donner le change. « *Sous son air nonchalant, c'est une femme de caractère, ne vous y trompez pas !* », avertit un de ses amis, Mokhtar Trifi, avocat et président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH).**

En devenant, le 24 avril, la nouvelle présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), pour un mandat de trois ans, Souhayr Belhassen, 63 ans, engage la plus ancienne des ONG de défense des droits humains dans un tournant majeur. C'est la première fois qu'une femme est élue à la tête de la FIDH depuis la création de cette instance, en 1922. La première fois aussi qu'est désignée à la présidence de la Fédération, qui rassemble les ligues d'une centaine de pays (dont la LTDH), une personne originaire du monde arabo-musulman. Une région « *où la culture et les traditions musellent le plus souvent les femmes et freinent leur émancipation* », comme l'a souligné M<sup>me</sup> Belhassen dès son élection.

En Tunisie, le pouvoir ne semble pas avoir compris que le pays tout entier s'illustre à travers cette désignation. Pas un mot dans les journaux ni les médias audiovisuels. Seules quelques publications d'opposition, au tirage confidentiel, ont fait mention de l'événement. Si la chaîne de télévision Al-Jazira n'y avait pas consacré un reportage, les tunisiens n'en auraient peut-être jamais rien su. « *Cette élection, c'est une nique à Ben Ali !* », s'est aussitôt amusé un journal africain sur le Web.

La plaisanterie sonne assez juste. Souhayr Belhassen est en effet une enfant de la LTDH. Elle en est même vice-présidente. Or cette ligue, la doyenne des ligues du Maghreb et du continent africain, a été particulièrement malmenée par le régime tunisien toutes ces dernières années. Curieux paradoxe : les tunisiennes disposent depuis 1956, grâce à Bourguiba, d'un statut unique dans le monde arabo-musulman. Elles bénéficient des mêmes droits que leurs frères tunisiens - pas en matière d'héritage toutefois - mais souffrent, comme eux, d'un manque cruel de libertés individuelles.

Souhayr Belhassen est le fruit de toutes ces contradictions. Son propre parcours est d'ailleurs empli d'antinomies. « *Je suis une métèque et fière de l'être !* », dit-elle en riant. Tunisienne de Gabès, ville du Sud, élevée de façon bourgeoise et conformiste par sa mère, elle a été initiée à la modernité et « *à la découverte de l'autre* » par son père. Un homme d'origine indonésienne, dont elle a hérité les yeux légèrement bridés et le nez fin. « *J'ai mis longtemps à me trouver. Mais j'ai vécu toutes ces contradictions comme une richesse, pas une souffrance. L'être humain se construit dans l'adversité* », dit celle qui se présente comme féministe.

C'est la guerre d'Algérie qui éveille Souhayr Belhassen à la conscience politique, à la fin des années

1950. La jeune femme fait des études de lettres et de droit à l'université de Tunis, puis à Sciences Po Paris. Sa vie va connaître « *des hauts et des bas* » constants, et même des drames. Souhayr a 43 ans quand son mari est emporté par un cancer. Elle reste veuve, avec deux jeunes enfants à charge. « *A chaque fois que je plonge, je me relève. Je ne pleurniche pas. Je regarde toujours devant* », lâche-t-elle comme une évidence.

Ce n'est pas par hasard qu'elle devient journaliste. Ce métier « *extraordinaire* », elle l'a choisi. « *C'est ma manière à moi de participer, d'avoir une prise sur le réel, et même de prendre ma revanche*, dit-elle. *On en prend plein la gueule dans ce métier, mais on est au cœur de l'événement. Je suis devenue journaliste pour défendre les causes qui me tenaient à cœur.* »

Correspondante à Tunis de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* et de l'agence de presse Reuters pendant plus de vingt ans, Souhayr Belhassen milite parallèlement au sein de la LTDH dès sa création, en 1977. Pour elle, ses trois démarches de féministe, journaliste et défenseur des droits humains se rejoignent. « *Enquêter, témoigner, dénoncer : il y a une continuité et une cohérence dans tout ce qui m'anime depuis trente ans* », dit-elle simplement.

Sous sa houlette, la FIDH va, elle aussi, poursuivre une évolution amorcée en 2001. Cette année-là, le représentant d'un pays du continent noir, l'avocat sénégalais Sidiki Kaba, accède à la présidence de la Fédération. Il succède au français Patrick Baudoin. Une première. Jusque-là, seuls des Français avaient dirigé la FIDH. « *Sidiki représentait pour moi la symbiose des cultures du Nord et du Sud. C'est un homme d'une tolérance absolue, qui a fait la démonstration qu'on peut être musulman et à l'opposé du fanatisme* », souligne Patrick Baudoin.

En passant le flambeau à Souhayr Belhassen, Sidiki Kaba mène la FIDH un peu plus loin encore sur la voie de l'universalité. Il a appuyé sa candidature, au détriment de celle du Colombien Luis Guillermo Perez, à qui il reconnaissait pourtant de nombreuses qualités. Confier la FIDH à une femme, qui plus est du monde arabo-musulman, déchiré par de multiples drames - Palestine, Irak, Iran, Afghanistan, notamment -, c'est, estime Sidiki, franchir une nouvelle étape, et même accomplir « *une révolution* ». C'est aussi l'espoir d'attirer le regard de la communauté internationale vers cette « *vallée de larmes et de souffrances* ».

Aujourd'hui, Souhayr Belhassen va devoir oublier qu'elle est tunisienne. Ses nouvelles fonctions l'appellent, dit-elle, à basculer « *dans l'universel absolu* ». Elle compte poursuivre et amplifier l'œuvre de ses deux prédécesseurs, en continuant de lutter pour les droits des femmes, en faveur de la justice internationale et contre l'impunité, pour les droits économiques, sociaux et culturels, « *aussi nécessaires que les droits civils et politiques* ».

Mais son grand combat risque de tourner autour de la question des migrants, en plein contexte de mondialisation. « *Ils représentent 3 % de l'humanité, soit 200 millions de personnes. Leurs droits sont en régression totale* », s'inquiète-t-elle. Que va pouvoir faire la FIDH dans ce domaine ? Souhayr Belhassen est en tout cas convaincue d'une chose : « *Ce n'est pas en érigeant des murs et en se barricadant à l'intérieur de citadelles qu'on résoudra le problème* ».

---

## PARCOURS

**1943** : Naissance à Gabès, Tunisie.

**1984** : Mène une campagne pour obtenir la grâce de 10 jeunes Tunisiens.

**1990** : Publie avec Sophie Bessis *Bourguiba et Femmes du Maghreb*.

**2000** : Devient vice-présidente de la Ligue tunisienne des droits de l'homme.

**2004** : Elue à Quito au bureau international de la FIDH.

**2007** : Elue à Lisbonne dixième présidente de la FIDH.

---

**P.-S.**

\* Article paru dans le Monde, édition du 15.05.07. LE MONDE | 14.05.07 | 13h26 • Mis à jour le 14.05.07 | 13h26.